



Nourriture, carburants et le royaume des ressources rares



Johan Albrecht
Senior Fellow

Il faut croire qu'une crise mondiale n'arrive jamais seule. En plus du malaise sur les marchés financiers et du prix croissant de l'énergie, les émeutes alimentaires nous font comprendre que l'économie mondiale est face à des défis structurels. A la base de ces crises ne sont pas l'émergence des biocarburants ni le comportement irresponsable de quelques banques américaines. Tant que l'on reportera les investissements nécessaires à une bonne gestion des risques, l'économie mondiale sera de plus en plus vulnérable.

Les européens se plaignent de leur pouvoir d'achat, alors que le prix des céréales et du riz deviennent indigestes dans des pays où ces derniers représentent 70% de la consommation alimentaire journalière. Le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies met en garde contre une catastrophe

humanitaire. La ressemblance avec la période 1971-1973 est frappante. Pendant la première crise pétrolière, les prix des céréales, du maïs et surtout du riz ont grimpé encore plus fortement qu'à l'heure actuelle. Le prix du riz s'est apprécié de 150% entre 1972 et 1974 et n'est redescendu à son niveau d'avant la crise qu'en 1976. Entre 1976 et 1996 il a baissé de manière systématique, comme le prix du pétrole. Les prix des céréales et du maïs ont aussi baissé après la crise.

Ces évolutions découlent d'investissements massifs dans les capacités agricoles après le choc. Des prix bas sont bons pour les consommateurs sur le court terme, mais peuvent endormir les dirigeants. C'est pourquoi les grands pays ont systématiquement désinvesti dans les réserves de céréales et la recherche agricole. Des prix bas et de la surproduction semblaient garantis. Les pays en voie de développement ont opté

pour des stratégies d'industrialisation, étant donné la faiblesse des prix internationaux, qui de plus est, sont entre-autres la conséquence de mécanismes de subsides orchestrés par l'Occident riche. C'est ainsi que des facteurs externes tels que des variations de la demande et des récoltes décevantes ont entraîné la vulnérabilité du système alimentaire mondial.

Les goulots d'étranglement du système de l'énergie fossile ressemblent très fortement à ceux du système

alimentaire. Ceci n'est pas un hasard, car les deux utilisent de la masse biologique et consomment de l'énergie. Les prix pétroliers ont diminué après la première crise et après la première guerre du golf, ce qui n'a pas créé d'incitant à investir dans la recherche d'alternatives. Etant donné le faible coût de l'énergie fossile, la compétitivité des technologies

relatives aux énergies renouvelables n'a pas pu s'améliorer. C'est pourquoi ce secteur a pendant longtemps fait du sur-place. Pendant un quart de siècle, on a fait de notre mieux pour oublier collectivement que les réserves fossiles sont limitées. Depuis 2006, la production de pétrole stagne, et en 2008, le prix du pétrole semble ne pas être affecté par les turbulences boursières. C'est pourquoi les prix des aliments et d'autres produits gourmands en termes de consommation énergétique continuent à grimper. Le système de l'énergie fossile co-génère aussi des services énergétiques, de

l'inflation ainsi que de la recherche pour des alternatives et de la capacité supplémentaire. In fine, le marché trouvera un nouvel équilibre, mais cette adaptation ne se fait pas toute seule !

Les biocarburants sont promus comme un morceau de puzzle pour pallier la rareté fossile. A cause de l'interaction inévitable avec la chaîne alimentaire, il semble logique d'accuser les biocarburants pour les prix alimentaires élevés. Soudainement, émergent de grandes questions quant à l'objectif

européen d'augmenter la consommation des biocarburants pour atteindre 10% de consommation totale d'ici à 2020. On oublie que la constitution de réserves agricoles internationales et la

réalisation d'investissements agricoles depuis 1995 auraient pu faire la différence. Ce ne sont pas les biocarburants, mais bien la production agricole stagnante

qui est la source du problème actuel. Sans doute les débats agités sur les réformes agricoles entre 1996 et 2003 ont renforcé cette stagnation, car l'insécurité sur la situation future du marché a ralenti les investissements. Après 2004, les prix agricoles ont fortement augmenté, mais ont été compensés par d'exceptionnelles récoltes en 2006. Ensuite, les prix ont continué à augmenter, ce qui à terme fera augmenter l'offre.

Dans certains pays, le développement des biocarburants empêche la

“
Pendant un quart de siècle, on a fait de notre mieux pour oublier collectivement que les réserves fossiles sont limitées.”

production d'aliments. Mais grâce à ceux-ci, les efforts de recherche pour des cultures plus rentables augmentent, de même que les investissements pour améliorer les systèmes logistiques dans les pays de production. Les biocarburants de première génération ne perceront jamais si leur rentabilité n'augmente pas considérablement. Pour produire 1 litre de biocarburant, le système agricole fossile consomme en moyenne un demi-litre de biocarburant. Le tracteur de l'agriculteur et la chaîne logistique de la plante au consommateur final restent des systèmes fossiles. La réduction de CO₂ par litre de biocarburant reste donc limitée à 30 voire 50% par rapport à un litre d'essence ou de diesel traditionnel. Une exception significative est l'éthanol à base de sucre de cannes, qui permet des réductions des émissions jusqu'à 85% ! La Commission Européenne reconnaît ce problème et envisage d'imposer des réductions minimales de CO₂ de 35 à 40%. Seule de la recherche à grande échelle et coordonnée peut amener à des améliorations de rentabilité aussi importantes que nécessaires. Cette recherche a sans-doute aussi des avantages pour l'agriculture 'traditionnelle'.

Mais en Malaisie et en Indonésie, les forêts tropicales disparaissent pour la production d'huile de palme nécessaire à la production de biodiesel. Il est difficile de comparer ces coûts écologiques cachés à une réduction de CO₂ de 40% que permet l'utilisation de biodiesel. Les forêts tropicales sont sous pression depuis plus de 40 ans et l'augmentation prévue de la population mondiale jusqu'à 9 milliards d'individus en 2050 ne fera qu'augmenter cette pression. Les biocarburants font donc partie d'un problème beaucoup plus général. Des améliorations d'efficacité dans les systèmes agricoles et

énergétiques mondiaux sont pour cela une nécessité absolue.

La gestion du risque se retrouve dans l'agenda international. Des rendements élevés vont de paire avec des risques élevés et c'est pourquoi la gestion du risque a son prix. Mais le coût supplémentaire des systèmes d'énergies renouvelables, des réserves stratégiques et de la recherche agricole permettront d'éviter des catastrophes futures. L'économie américaine a pendant

“

Le coût supplémentaire des systèmes d'énergies renouvelables, des réserves stratégiques et de la recherche agricole permettront d'éviter des catastrophes futures.

”

longtemps cru malgré un taux d'épargne situé entre 0% et 1% et un double déficit énorme. La stimulation continue des dépenses familiales, en accordant des crédits bon marché, fut un essai étrange et fini. Les américains ont la grande chance de pouvoir facilement exporter leurs problèmes internes – à l'inflation près. Surtout les banques européennes sont touchées alors que le dollar faible

rend les biens d'importations beaucoup plus chères pour le consommateur américain. Ajouter à cela l'insécurité grandissante, et une augmentation du taux d'épargne américain semble inévitable. Contrairement à une crise locale, les conséquences d'une crise

énergétique ou alimentaire mondiale ne peuvent pas être exportées vers d'autres régions. On est de retour au royaume de la rareté... .

Johan Albrecht
Senior Fellow

Het Itinera Institute is een onafhankelijke denktank en doetank die, boven partijgrenzen, regionale verschillen en belangengroepen heen, wegen wil aanreiken voor beleidshervormingen met het oog op duurzame economische groei en sociale bescherming in België en zijn regio's.



Itinera Institute VZW-ASBL

Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles

T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69

info@itinerainstitute.org www.itinerainstitute.org

L'itinera Institute est un think-tank et do-tank indépendant qui, au-dessus et au-delà des partis politiques, des différences régionales et des groupes d'intérêt, veut identifier les chemins de réformes qui garantissent une croissance économique et une protection sociale durables en Belgique et dans ses régions.

Verantwoordelijke uitgever - Editeur responsable: Marc De Vos, Directeur
